



Jordanie : Le Centre de formation sur l'énergie électrique, construit avec la coopération du Japon, organise des formations pour les ingénieurs de Jordanie et de pays voisins dans le cadre des programmes pour les pays tiers. (Photo : Shinichi Kuno)

## Message du directeur général



## Soutenir un développement économique dynamique impulsé par le secteur privé

Takumi Ueshima Directeur général Département du développement industriel et des politiques publiques

**La réalisation d'une croissance économique impulsée par un secteur privé dynamique constitue l'un des défis majeurs du processus de développement des pays en développement. Le département du développement industriel et des politiques publiques travaille sur la création d'un environnement des affaires plus attractif dans les pays en développement en associant efficacement les efforts entrepris dans trois domaines : développement des entreprises privées, énergie et mines, et gouvernance.**

Dans le domaine de la gouvernance, le département du développement industriel et des politiques publiques contribue à la consolidation des institutions de base des pays en développement, notamment dans le domaine juridique, judiciaire, fiscal et douanier, ainsi qu'à l'amélioration des systèmes financiers et de règlement de titres, ce qui permettra à terme d'instaurer un meilleur environnement des affaires. Simultanément, dans le domaine de l'énergie et des mines, le département apporte également une aide pour l'approvisionnement en électricité, indispensable au fonctionnement des entreprises, ainsi que pour le développement des ressources minérales dans les pays en développement. En outre, nous soutenons la croissance et le développement d'entreprises privées individuelles en les aidant à améliorer leur accès aux services financiers, leur gestion et leur niveau technologique. Les trois groupes du département chargés de ces questions travaillent de concert pour créer des situations gagnant-gagnant, où l'aide permet aux pays en développement de parvenir à une croissance inclusive en favorisant les entreprises de toute taille et ainsi créer des marchés intéressants pour les entreprises japonaises.

L'Afrique et le Myanmar étaient les zones prioritaires de l'exercice 2013. La croissance rapide de l'Afrique a été soutenue par des ressources naturelles abondantes. Cependant, pour établir des fondations économiques solides ne reposant pas uniquement sur les ressources naturelles, nous soutenons non seulement les activités des entreprises privées en dehors des industries extractives, mais aussi la diversification de la structure industrielle par la campagne « Un village, un produit », entre autres initiatives. Au Myanmar, les systèmes de TIC n'ayant pas encore été introduits pour soutenir les institutions financières

indispensables au fonctionnement de l'économie réelle, les opérations commerciales sont encore enregistrées sur des supports papier. Premièrement, nous estimons qu'il est nécessaire de moderniser et de systématiser l'infrastructure financière pour attirer les investissements. Ainsi, le département s'est efforcé d'introduire le même système utilisé par la Banque du Japon dans la Banque centrale du Myanmar par un programme de dons, et nous avons assuré une assistance technique pour officialiser leurs opérations.

En outre, l'exercice 2013 a été marqué par le début du programme de développement des ressources humaines dans le secteur minier, visant un développement systématique des fonctionnaires administratifs et des chercheurs du secteur des ressources naturelles dans les pays en développement. Nous aiderons 200 étudiants de pays en développement, sur dix ans, à venir étudier dans des écoles supérieures japonaises et à y obtenir un diplôme. Ce programme devrait former des ressources humaines ayant une bonne connaissance du Japon et qui travailleront dans des pays en développement riches en ressources naturelles.

L'histoire de l'APD est passée de l'ère d'un développement économique soutenu par les gouvernements à celui d'une croissance économique impulsée par le secteur privé. En outre, si l'on prend en compte le volume des fonds qui entrent dans les pays en développement, les fonds privés sont bien plus importants que les fonds publics. Le département du développement industriel et des politiques publiques est appelé à jouer un rôle encore plus important pour la création d'un environnement qui permette au secteur privé de connaître une croissance saine.